

CANDIDATE DE LA CTF/FCE EN VUE DES ÉLECTIONS DU BUREAU EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE DE L'ÉDUCATION

Shelley L. Morse, NSTU

Déclaration électorale

Par l'entremise de l'Internationale de l'Éducation (IE), forte de 32 millions de membres, nous témoignons de la solidarité mondiale du secteur de l'enseignement, de son pouvoir et de ses alliances. Nous sommes les gardiennes et gardiens des droits universels et de la démocratie, et travaillons à changer les choses pour le mieux. Ensemble, nous veillons à protéger l'éducation publique financée par l'État dans l'intérêt des élèves du monde entier et donc du Canada, et à préserver l'équité, la justice et le respect à l'égard du personnel enseignant et des autres travailleurs et travailleuses de l'éducation. Nous parlons d'une voix amplifiée pour contrer les influences néfastes des réformes de l'éducation, de la mondialisation, de la commercialisation et de l'ingérence des fondations privées dans les politiques. La démocratie est menacée à l'échelle de la planète et nous travaillons main dans la main à la défendre. Les questions de l'équité et de la justice sociale nous concernent tous et toutes, aux quatre coins du monde; elles se manifestent à travers la disparité des revenus, la pauvreté, le racisme, la discrimination, les changements climatiques, les problèmes de santé mentale et la violence, et créent d'immenses défis sociaux. Nous n'avons pas le choix! Nous devons continuer de combattre ensemble et avec ardeur le racisme, la discrimination et la haine; et de promouvoir le droit universel à l'éducation, l'inclusion pour tous et toutes, la justice climatique et l'égalité entre les sexes et les genres. Et puis nous devons protéger les droits des travailleurs et travailleuses. Nous devons en outre faire notre part pour aider le monde à avancer sur la voie de l'équité par une action soutenue, la défense des intérêts des femmes et l'élimination des obstacles qui empêchent leur accès à des postes de direction. Tout au long de ma carrière, j'ai été militante syndicale et j'ai défendu la cause du personnel enseignant et des autres travailleurs et travailleuses de l'éducation. Le 14 juillet, je vous demande de voter pour faire de moi la candidate qui représentera nos membres aux élections de l'IE.



CANDIDATE DE LA CTF/FCE EN VUE DES ÉLECTIONS DU BUREAU EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE DE L'ÉDUCATION

Shelley L. Morse, NSTU

Notice biographique

Entre 2012 et 2016, Shelley Morse a assumé la présidence du NSTU. En juillet 2019, elle a été élue à la présidence de la CTF/FCE après avoir rempli trois mandats (d'un an) comme vice-présidente au Bureau de direction de la Fédération et avoir fait partie pendant plusieurs années de son Conseil d'administration.

Auparavant, elle avait assumé diverses fonctions de direction tant à la CTF/FCE qu'au NSTU. Pendant sa longue expérience de dirigeante, elle a notamment été déléguée du NSTU à plusieurs AGA de la Fédération et

présidente de ses Comités consultatifs de la condition féminine et de la diversité et des droits de la personne. Elle a aussi présidé à titre intérimaire les Comités consultatifs de l'éducation autochtone et de la profession enseignante. Enfin, elle a présidé le groupe des fiduciaires du Fonds en fiducie et a assumé les responsabilités de fiduciaire à deux autres occasions. Comme présidente de la CTF/FCE, elle a également été nommée présidente, pour un mandat d'un an, du Comité régional Amérique du Nord-Caraïbes de l'IE (2020-2021). Ardente défenseuse de la parité entre les sexes et des droits des femmes au Canada et dans le monde, Shelley L. Morse a assisté aux Congrès mondiaux de l'IE à Ottawa (en 2015) et à Bangkok (en 2019). Elle a également participé à deux Conférences mondiales des femmes de l'IE, en Irlande en 2014 et virtuellement en 2022 et a été déléguée à la CSW des Nations Unies en 2015, 2016, 2019, 2021 (virtuellement) et 2022. À ce propos, en 2021, elle a participé à la CSW65 comme panéliste pour la séance organisée par le Congrès du travail du Canada « #fautqueçabouge : Making gains toward Women's Economic Justice » (les progrès vers une plus grande justice économique pour les femmes).

